

Mérite-t-on vraiment l'aide internationale ?

Tribune – Edito - Ndimby A – 24/09/15

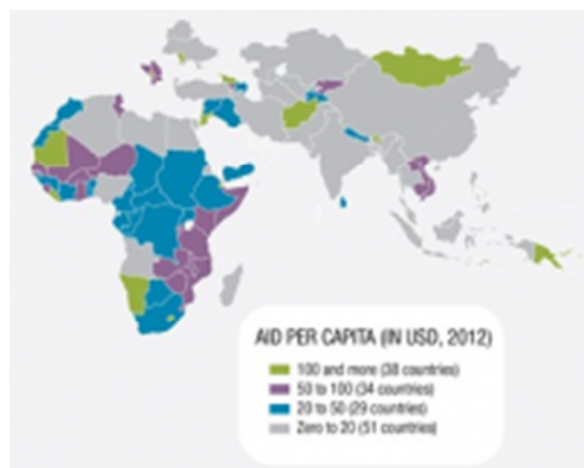
La mission du Fonds monétaire international (FMI) s'est terminée de façon mi-figue mi-raisin. Il est probable que l'[accord de principe](#) qui a été annoncé est une décision beaucoup plus motivée par des aspects politiques que techniques. En effet, après celui du mois de mai 2015, un nouvel échec des négociations risquait de précipiter le pays dans une spirale dont il sera plus difficile, et surtout plus coûteux, de l'en sortir. L'accord qui sera soumis au Conseil d'administration du FMI en novembre prochain sera donc un accord *a minima*, le FMI ayant probablement accepté d'être moins tatillon sur ses critères pour éviter un nouvel ajournement. Mais au lieu d'une Facilité élargie de crédit (FEC) qui aurait pu apporter 260 millions d'argent frais sur trois ans, Madagascar n'a eu qu'une nouvelle Facilité de crédit rapide (FCR), qui sera de l'ordre de 47,4 millions de dollars, tout comme la somme déjà reçue en juin 2014. Cependant, les apparences sont sauvées : le FMI évite de passer pour le méchant qui a aggravé la fragilité de Madagascar ; les bailleurs de fonds traditionnels considéreront cet accord comme un feu vert à se réengager ; et les autorités du pays pourront se gargariser d'avoir regagné la confiance de la communauté internationale [1].

On se souvient que lors de la revue de son portefeuille d'activités au début du mois de septembre, la [Banque africaine de développement](#) (BAD) avait été très critique contre certaines pratiques actuelles au sein des Ministères travaillant avec elle. Puis, le dernier [rapport économique trimestriel](#) de la Banque mondiale a également souligné un climat économique morose.

Or, une Conférence des bailleurs de fonds et des investisseurs se tiendra à Paris [2], avec une réunion préalable à Lima dans les semaines à venir, dans le cadre de l'Assemblée générale de la Banque mondiale et du FMI. D'autre part, le [Salon international des mines et du pétrole de Madagascar](#) a ouvert ses portes hier dans l'objectif de « présenter le potentiel du Madagascar en tant que destination pour les investissements [et] favoriser le dialogue entre les principaux acteurs du secteur public et privé » [3].

Dans ce contexte, quel serait donc l'argumentaire des autorités malgaches pour attirer les bailleurs de fonds et le secteur privé pourvoyeur d'investissements directs étrangers (IDE) ? Oseront-elles parler de sécurité d'investissement, ou de sécurité tout court ? Mettront-elles en avant la qualité du climat des affaires ? Souligneront-elles la stabilité politique ? Mettront-elles l'accent sur des efforts prouvés de restauration de l'état de Droit et des principes de bonne gouvernance ? Justifieront-elles pourquoi l'[Assemblée nationale](#) a refoulé par deux fois l'Inspection générale de l'Etat qui voulait y enquêter sur des suspicions de détournements ? La Loi de finance rectificative a-t-elle été votée ? La situation des entreprises publiques (Air Madagascar, Jirama) est-elle stabilisée ? Les députés adeptes des motions farfelues se sont-ils assagis, ou bien il faut s'attendre encore à une périπέtie lors de la session d'octobre ?

Car Madagascar ne doit pas se leurrer : telles seront les principales questions que se poseront les partenaires internationaux dont le soutien financier est sollicité, qu'il s'agisse de partenaires techniques et financiers ou d'investisseurs privés. Et les autorités malgaches ne doivent pas se leurrer non plus : sur ces différents points, ces partenaires sont très bien informés par des cabinets spécialisés, des consultants ou des cadres dont le métier est d'analyser les réalités du pays, ce qui rend d'avance ridicule toute tentative de noyer le poisson dans une propagande d'arrière-garde.



Madagascar fait partie des 51 pays considérés par l'OCDE comme « orphelins de l'aide », autrement dit, un pays qui ne bénéficie pas du volume d'aide suffisant malgré les énormes besoins (voir figure). En 2012 Madagascar faisait partie des pays qui recevaient entre 0 et 20 dollars d'aide par tête. La stabilité politique peut être une explication à cette situation, mais elle doit être nuancée quand on s'aperçoit qu'un pays comme la Mauritanie en recevait au moins 100 en 2012. Nous avons donc une incapacité d'attraction, ou une capacité de répulsion, dont il faudrait un jour déterminer les causes. Effectivement, pourquoi un investisseur étranger irait-il investir dans un pays tel que le nôtre [4] ? D'un autre côté, les bailleurs de fonds « traditionnels » risquent d'être de plus en plus échaudés par ces crises cycliques et la corruption irréversible, et pourraient légitimement préférer accorder plus d'aide à des

pays « plus méritants » ou « plus sérieux », car à Madagascar, non seulement cette aide se révèle inefficace

comme un éternel tonneau des Danaïdes, vue la décrépitude continue de la situation, mais en plus la xénophobie latente des Malgaches tend à faire des étrangers les boucs émissaires systématiques de leurs propres turpitudes.

L'étranger, bouc émissaire systématique.

L'étranger est donc facilement la cible rêvée et facile des critiques justifiées. Ou pas. Car pour beaucoup, si Madagascar est instable, pauvre ou à l'avenir incertain, c'est à cause de la colonisation française, des programmes d'ajustement structurels du FMI ou de la Banque mondiale, de l'interventionnisme africain à travers la SADC, ou de la volonté de la France de s'accaparer les îles éparses. C'est donc un contexte culturel peu propice à une entente cordiale ou à une collaboration fructueuse, car la suspicion sera toujours présente de part et d'autre. Du côté Malgache, cela favorise les prises de position les plus extrémistes sous couvert de nationalisme et de patriotisme, qui trouveront toujours de bons clients. Que ce soit sous forme de questions (« Pourquoi Madagascar est-il toujours aussi pauvre malgré les volumes d'aide injectés depuis l'indépendance ? »), de théories foireuses de la complotite aiguë (« les puissances étrangères ont un intérêt à maintenir l'instabilité car cela leur permet d'asservir le pays »), d'envoies pseudo-nationalistes à la limite du racisme (« nous n'avons pas besoin des étrangers, il faut les renvoyer chez eux » [5]), de propositions de potions magiques dont certaines sont farfelues (SMIC à un million de MGA, nationalisations de certains secteurs, retour dans la zone franc, suppression du MID etc), ou les habituelles jérémiades (« toujours s'endetter, toujours quémander ») [6]. Toutefois, il ne s'agit pas de jeter le bébé avec l'eau du bain : refuser les approximations xénophobes ne signifie pas qu'il faut fermer les yeux sur certaines pratiques répréhensibles de la communauté internationale, des investisseurs étrangers ou des *vazaha* résidant à Madagascar.

Le pouvoir exécutif actuel doit donc faire attention. Dans sa recherche effrénée de solutions techniques et financières pour faire face à ses problèmes actuels, il représente une proie facile pour des accords à l'emporte-pièce, dans un contexte où n'importe quel argument foireux pudiquement habillé de nationalisme aura toujours une audience acquise. Le contrat avec Symbion en est un exemple. Mais on peut aussi se demander ce qu'il y a derrière ce financement de 30 millions de dollars accordés par une banque coréenne au Bureau national de gestion des risques et catastrophes (BNGRC), ou cet accord avec des multinationales françaises pour la rénovation de l'aéroport d'Ivato. C'est peut-être l'empressement vers de tels accords qui empêche que tous les aspects soient étudiés, ce qui crée ensuite la polémique et contribue à l'instabilité. On se souvient des affaires de financements parallèles vers lesquels des conseillers véreux avaient poussé le Président Zafy.

Il faudra donc que Madagascar apprenne à trouver le bon équilibre. D'une part, la nécessité de travailler avec ceux qui ont les ressources (bailleurs de fonds, investisseurs étrangers) pour accompagner le développement de Madagascar. Il suffit de voir l'impact de la réduction de l'aide sous la Transition sur le programme d'investissement public, ce qui a causé des lacunes de maintenance qui ont par exemple entraîné détérioration des infrastructures, fermetures de CSB, problèmes d'enlèvement d'ordures, problèmes de maintenance de la Jirama etc. Mais d'autre part, il y a également une demande accrue de redevabilité de la part de la société civile et de la population sur l'utilisation de ces financements et autres prêts, ainsi que sur les retombées réelles. Faire la sourde oreille à de telles demandes légitimes ne favorise pas la stabilité du régime, et la répression des voix discordantes pour les obliger à se taire ne peut être qu'une manœuvre de bidasse à étoiles qui ne voit pas plus loin que le bout de son képi.



Par conséquent, le véritable problème n'est pas de se demander si un pays comme Madagascar peut se passer de l'aide internationale ou des investissements directs étrangers. Seuls les obscurantistes, les populistes, les pseudo-nationalistes ou ceux qui ne connaissent rien aux réalités malgaches se précipiteraient pour répondre par l'affirmative. Mais la véritable question est notre capacité à asseoir une gouvernance qui puisse faire de ces collaborations avec les partenaires internationaux, un véritable partenariat win-win [7].

Notes

[1] Toutefois, si cette confiance avait réellement été optimale, le pays aurait pu obtenir cinq fois plus avec la FEC accordée aux bons élèves, au lieu du « prix de consolation » qu'est la FRC attribuée aux élèves médiocres, afin d'éviter qu'ils ne redoublent.

[2] Initialement annoncée pour novembre 2015, mais semble-t-il reportée en 2016, probablement à cause du retard pris pour concrétiser un accord avec le FMI.

[3] L'Eglise catholique, par la voix de Monseigneur Omar (Odon Marie Arsène Razanakolona), clame son opposition aux grands investissements miniers en général, et à ce Salon en particulier, car elle estime que le cadre existant actuellement sur les plans juridique, réglementaire et fiscal n'est pas encore prêt à l'accueil de tels investissements, ce qui fait du pays et de la population des laissés pour compte en matière de retombées. Le point de vue catholique est appuyé par une campagne de communication assez bien faite, impliquant des artistes de renom tels que Dama, Samoela, Théo ou Tsarafara. Elle est financée par le Catholic Relief Services, et a pris la forme d'une [émission télévisée](#) de plus d'une heure pour critiquer vertement le projet Ambatovy.

[4] Où le risque de crise violente est toujours élevé, avec ce que cela suppose de pillages ? Où le racket fiscal est une pratique courante et l'état de Droit à géométrie variable ? Où la disponibilité de l'électricité est aléatoire et le crédit aux entreprises à un niveau qui dépasse l'entendement ? Où la fiabilité professionnelle des gauchistes du transport aérien, inversement proportionnelle à leurs grandes gueules, font qu'on ne peut jamais être sûr d'arriver à l'heure à un rendez-vous d'affaires à l'autre bout du pays ?

[5] Les champions toutes catégories de l'argumentation foireuse sont les partisans de la Transition de 2009-2013, qui aiment chanter les louanges du gourou de la Révolution à couleur de crustacé. Ils prétendent que le DJ était un dirigeant compétent, car il « aurait réussi à faire tourner le pays sans aucune aide internationale car les robinets des financements extérieurs avaient été fermés. Or les données publiques fournies par [les services de la Primature](#) montrent que, non seulement les robinets n'ont pas été entièrement fermés, mais qu'en plus le volume d'aide publique au développement (APD) reçu pendant chaque année de la Transition était largement supérieur à ce qui avait reçu au début des années 2000.

[6] Sans oublier les comportements d'abrutis métis idiots, comme ce Facebooker du groupe Fifamoivozana eto Madagasikara qui se réjouissait qu'un couple de chinois se soit fait détrousser avec violence à Antanimena : « pourvu qu'il y ait plus de chinois détroussés pour que l'on puisse en rire ». Encore un type qui fait le fanfaron « nationaliste » grâce à la proximité de ses neurones avec son orifice de défécation...

[7] Tout le monde s'extasie actuellement sur le côté « grande gueule nationaliste » du chef d'Etat rwandais face aux intérêts étrangers. Mais avant de le considérer comme un gourou, il faut voir quels volumes astronomiques d'APD ce pays a bénéficié depuis le génocide. Mais contrairement à d'autres pays, le Rwanda les a utilisés à bon escient, ce qui lui a permis d'obtenir une envergure de puissance régionale, et autorise aujourd'hui son Président à faire la grande gueule. Mais au moins lui, il a beaucoup travaillé avant de beaucoup parler. Tous les dirigeants africains ne peuvent pas en dire autant.

Source : <http://www.madagascar-tribune.com/Merite-t-on-vraiment-l-aide,21493.html>